

Communiqué de presse du 23 mars 2026

Les représentant·es des personnels de la direction régionale des Finances publiques de Haute-Garonne sont convoqué·es à un comité social d'administration local « suppressions d'emplois » ce mardi 24 mars (déclinaison départementale des 550 suppressions d'emplois nationales). **L'intersyndicale Solidaires, CGT, FO et CFDT/CFTC des Finances publiques en Haute-Garonne a décidé collectivement de ne pas siéger à cette première convocation.**

Une nouvelle fois, notre administration est la principale pourvoyeuse des suppressions d'emplois de la Fonction publique. Localement, ce sont notamment 24 postes de catégorie B et 7 de catégorie C qui sont supprimés.

« Faire toujours plus avec toujours moins, il y en a ras le bol ! »

Cette année, cet exercice sinistre se complète par la mise en place d'une nouvelle méthode de calcul en équivalent temps plein (ETP), in fine, masquant les anciennes vacances d'emplois (emplois budgétisés par le parlement mais non pourvus).

Plusieurs services de notre direction sont particulièrement touchés par ces suppressions d'emplois, qui vont mettre de nouveau en danger nos conditions de travail !

Nos services soumis depuis des années à une austérité budgétaire maximale ont connu très récemment deux accidents industriels graves :

– **la panne de l'application informatique Hélios**, qui gère les opérations comptables de toutes les collectivités et établissements publics du territoire, qui, à une semaine près, aurait mis en péril la paie de l'ensemble des fonctionnaires territoriaux sur l'ensemble du territoire national ;

– **la fuite de données de l'application gérant l'ensemble des comptes bancaires ouverts en France (FICOBA)**, concernant 1,2 millions de comptes, ouvrant la porte à des actions malveillantes d'hameçonnage (ou « phishing »).

À cela s'ajoute **la catastrophe budgétaire du transfert du recouvrement de la taxe d'urbanisme**, sans moyens humains suffisants et avec un logiciel qui n'est toujours pas opérationnel, privant les collectivités locales de millions d'euros de recettes budgétaires.

Enfin, **de nombreux autres services de notre direction subissent des « réorganisations » à l'emporte-pièce** : la facturation électronique sans moyens dans les services impôts des entreprises, la fin du chèque bancaire programmée dans les services de recouvrement des collectivités locales et des amendes, la suppression des « pôles de contrôle expertises », l'ouverture sans moyens suffisant d'un accueil amendes, la création dans des conditions d'installation inadmissibles du centre de contact amendes, la création d'un service départemental des impôts fonciers qui est prévue en regroupant l'activité de services décentralisés dans le département (Muret, St-Gaudens, Toulouse et Colomiers) déjà en grandes difficultés, la poursuite de la réorganisation sans moyens du secteur public foncier...

Nous ne voulons pas vivre la situation d'Orange / France Télécom !

Les agent·es des Finances publiques sont en grande souffrance. **Vingt collègues se sont suicidé·es en 2025 et les tentatives sont bien plus nombreuses. Le taux de suicides au sein de la population française était de 13,4 pour cent mille pour l'année 2022, il est de plus de 20 en 2025 à la DGFIP !** Il aura fallu attendre que la presse s'empare de ce sujet pour que l'administration daigne s'en préoccuper, alors que les représentant·es des personnels alertent depuis de nombreuses années sur la dégradation des conditions de travail des agent·es.

Pour marquer la situation, nous ne siégerons pas à la convocation du CSAL du 24 mars 2026.

L'intersyndicale appelle les collègues à un rassemblement à partir de 11 h 45 le mardi 24 mars devant la direction locale, 34 rue des lois à Toulouse, pour faire entendre nos revendications en matière d'emplois, de conditions de travail mais également de salaire. Sur les sites « excentrés », les agent·es sont invité·es à se rassembler également à partir de 11 h 45 pour rendre visible notre action.

Nous invitons l'ensemble de la presse à venir nous rencontrer entre 12 h et 12 h 45 devant notre direction, afin de leur exposer plus en détail les difficultés des personnels des Finances publiques et détailler comment une administration dont le rôle est aussi central dans le fonctionnement de l'État, peut négliger à ce point ses missions et les personnels qui en ont la charge.

L'intersyndicale Finances publiques Haute-Garonne Solidaires, CGT, FO, CFDT/CFTC

Contacts presse :

Solidaires : Yves Peyras : - Fleur Brun :

CGT : Rachel Tisné Brison : - Julie Fauvel :

FO : Florence Alvinerie :

CFDT/CFTC : Sylvie Navarro :